

# Le libertaire

Rédaction : SEBASTIEN FAURE  
Administration : PIERRE MUALES  
9, rue Louis-Blanc, Paris (10°)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Dans le dossier réclamant l'extradition d'Ascaro, Durutti et Jover, il n'y a que des suppositions constituant de douteuses présomptions.

Pas de charges sérieuses ; pas de preuves matérielles.

Ils doivent être immédiatement LIBÉRÉS

Les détenir plus longtemps, c'est un abus de pouvoir.

Les livrer par la police argentine, aux bourreaux de l'Espagne, CE SERAIT UNE MONSTREUSE INFAMIE.

## L'IMPOSSIBLE EXTRADITION

### Une bonne semaine d'agitation

Nous avons eu à enregistrer cette semaine des manifestations très nombreuses en faveur de la libération de Durutti et Ascaro et de Jover.

Un joli et profond papier de Séverine, dans *La Volonté*.

Une intervention de Pierre Bertrand qui, dans *Le Quotidien*, s'élève contre l'indigne extradition d'Alamarcha et exigea pour les trois autres une mise en liberté dans le plus bref délai.

De nombreux articles dans différents journaux.

Et, pour terminer, un meeting inoubliable. La salle des Sociétés Savantes ne put contenir mardi tous les camarades, toutes les personnes sympathiques, accourues pour sauver des innocents.

Séverine qui n'habite plus Paris et demeure à plus de cent kilomètres de la Capitale, nous adresse cette lettre d'excuse :

29 novembre 1926.

Mon cher camarade,

L'état de ma santé — 71 ans et la grippe — me prive du plaisir d'être ce soir des vôtres. Veuillez m'en excuser auprès des camarades et leur dire que, par le cœur et la pensée, je serai près d'eux.

Je ne puis que m'associer à leur généreuse protestation contre la livraison d'Alamarcha ; à leur généreux effort en faveur des trois prisonniers dont la culpabilité n'est pas prouvée et dont l'abandon au bourreau serait un déshonneur pour ce pays, une trahison envers l'humanité. Bien vôtre à tous.

SEVERINE.

L'assemblée — dégage quelque peu — adressa à Séverine ses vœux de prompt rétablissement et la remercia profondément.

ment pour sa lettre à Guernut qui déclencha le courant d'opinion que nous avons la joie de signaler.

Puis on entendit trois princes de la parole, Pioch, Sébastien Faure, Torrès qui émurent intensément l'assistance qui se sépara après avoir fait la promesse de répondre à nos autres appels et d'amener avec elle, dans une salle plus vaste, une foule encore plus dense.

En effet, à chacun sa besogne. Que la *Ligue des Droits de l'Homme* multiplie ses démarches. Mais que les anarchistes créent l'ambiance susceptible d'amener à la bonne cause que nous défendons un plus grand public.

Aussi, nous prévenons les lecteurs du *Libertaire* que nous préparons une démonstration de grande envergure. Qu'ils se tiennent prêts.

### Un des deux faits «troublants» ne tient plus

Le Gouvernement français vient de faire savoir au Secrétaire Général de la *Ligue des Droits de l'Homme*, qu'en effet la justice argentine ne prétend plus que les empreintes digitales qu'elle a communiquées à la justice française ont été prises à-bas, en Argentine, sur les lieux des attentats. La justice argentine avoue que lesdites empreintes lui ont été fournies par un gouvernement étranger.

Qu'attend maintenant notre gouvernement pour lâcher ses trois otages ? Se peut-il qu'il tergiverse encore longtemps et maintienne en prison, sans l'ombre d'une raison, simplement pour des satisfactions d'amour-propre, des hommes qui, par leur courage tranquille et leur beauté morale, s'élèvent bien au-dessus de notre pauvre humanité ?

### UN TELEGRAMME DU MAIRE DE LILLE AU MINISTRE JUSTICE, PARIS

Vous prie instamment au nom Comité Défense Sociale et Administration Municipale Lille faire mettre régime politique Adolphe Bridoux détenu prison Lille pour contrainte par corps pour frais procès 1922 distribution tracts affaire Collin.

Vous demandez également prendre mesure bienveillance définitive puisque contrainte par corps jamais appliquée matière politique. Bridoux fait grève faim depuis mardi. Vous saurez gré prendre décision. Urgence.

Salengro, maire, Lille.

### NOTE IMPORTANTE

Les abonnés de Paris doivent recevoir leur journal le vendredi matin.

Ceux de province le samedi matin, au plus tard. Tous les camarades qui n'auraient pas satisfaction sur ce point, sont priés de le faire savoir immédiatement.

## RIONS UN BRIN

Je ne sais si l'aveu que je vais faire soulèvera des murmures, mais il faut que je débarrasse ma conscience d'un poids terrible.

Jusqu'ici, j'étais irréductiblement anti-parlementaire ; dans les périodes électorales, j'allais même dans les réunions publiques inviter les « citoyens souverains » à ne point participer au vote. Je faisais la critique impitoyable de la Chambre, ainsi que ceux qui désiraient y entrer.

Eh bien ! voici que je me sens pris d'une tendresse soudaine pour le Corps législatif ; les députés me deviennent sympathiques et pour peu que cela continue, j'irai devant les électeurs vanter l'utilité incontestable des cinq cents bougres qui sacrifient leur temps au Palais-Bourbon pour quarante-sept mille francs par an.

Pourquoi cette propension à la sympathie ? Parce que je trouve qu'actuellement la situation s'aggrave, le chômage s'accroît, chaque jour voit une entreprise licencier son personnel (résultat mirifique du relèvement du franc !), le fascisme est à nos portes, le charbon tout le camp en Angleterre, ainsi que notre lait converti en beurre. Bref ; tout semble se conjurer pour que nous devenions tristes, effrayés et misérablement tristes !

Il faut donc de toute urgence que nous soyons dotés d'une vaste compagnie théâtrale qui aura à charge de nous divertir pour que nous prenions notre mal en patience, une compagnie qui soit à l'abri de la misère à seule fin qu'elle soit réellement gaie.

Nous ne pourrions bientôt plus aller au théâtre car nous n'aurons plus un sol dans notre escarcelle, qui deviendra aussi plate que la conscience de Barthou.

Or, il existe justement une sorte de compagnie théâtrale qui a le mérite de distribuer un spectacle presque gratuit. Les comptes rendus de ce spectacle renouvelé quotidiennement paraissent dans tous les journaux et il y a, chaque fois, de quoi se dilater la rate à leur lecture. La Chambre des députés (concurrence déloyale de la Comédie-Française) a donc son utilité très grande. J'en demande le maintien, j'en prône le mérite et demain j'irai vanter les bienfaits.

La semaine dernière, le citoyen Fournier, député bolcheviste, a fait retentir les voûtes parlementaires de ses lamentations. Ce pauvre petit avacillon s'est plaint de ce que l'on applique les lois scélérates aux communistes.

« Nous ne sommes pas des anarchistes, puisque nous avons des députés et que nous voulons instaurer un Etat plus centralisé encore que le vôtre, disait Fournier. Alors, pourquoi nous appliquer ces lois faites uniquement pour les anarchistes ? » Autrement dit, le P. C. trouve très logique que l'on applique les lois scélérates aux anarchistes, à condition qu'on ne s'en serve plus pour les compagnons de la faulx et du marteau.

Ne voilà-t-il pas un acte caractéristique de la conquête révolutionnaire du Parlement ? Pauvres petits bolcheviks que l'on veut confondre avec les anarchistes ! Pour une fois que l'on vous faisait l'honneur de vous prendre au sérieux, vous protestez !

D'autre part, mardi dernier, à la Chambre, Bland a prononcé un grand discours en faveur de la Paix (avec un grand P).

N'y a-t-il pas là de quoi rire pendant huit jours ? Je vous le dis, en vérité, il faut conserver pieusement la Chambre des députés, car elle nous procure de doux moments d'hilarité. Seulement, je demande qu'on lui enlève le privilège de faire des lois et de voter des impôts parce que c'est là seulement qu'elle ne nous fait plus rire.

Les députés sont des cabotins, laissons-les uniquement à la comédie. Pour le reste, les producteurs sauront mieux se débrouiller.

LOUIS LOREAL.

## ACTION INDIVIDUELLE — ACTION COLLECTIVE ET CONTRAINTE PAR CORPS

Depuis quelque temps, nous assistons à une recrudescence de la répression gouvernementale. Que ce soit au point de vue national ou international, ce sont partout les mêmes méthodes de violence appliquées par les gouvernants à ceux qui ne veulent pas se plier aux exigences de l'autorité.

En Amérique, en Espagne, en Italie, en Bulgarie, en Russie et ailleurs, on persécute et on assassine au nom de « l'ordre ».

En France, c'est la contrainte par corps rétablie pour délit d'opinion.

Il y a différentes sortes de « contraintes par corps ». Au pays des dollars, pour mieux tuer la pensée, on « contraint le corps » à subir la chaise électrique. En Italie, « le corps est contraint » de subir l'huile de ricin et des coups de matraque. En Espagne, c'est le « garrot ». Chaque gouvernement a sa méthode pour faire souffrir l'individu.

En France, on n'en est encore qu'à l'encellulement. Mais patientons. Que les travailleurs de ce pays sortent un peu de leur avachissement, en un mot, qu'une situation révolutionnaire éclate, et on verra les Poincaré-Herriot « rendre des points » à leurs amis Mussolini et Primo de Rivera.

Devant les crimes des gouvernants, qu'allons-nous faire ?

Allons-nous nous contenter de gémir ? Ou allons-nous riposter ?

On parle toujours de l'opinion publique et certains amis pensent peut-être qu'elle va s'ébranler et se dresser avec nous contre la prison pour délit d'opinion. Mais les camarades, n'y comptons pas trop. Autant que possible, agissons nous-mêmes. Nous ne sommes peut-être pas très nombreux, mais tâchons que la qualité remplace le nombre.

En 1911, on voulait aussi appliquer la « contrainte par corps » à Gustave Hervé qui venait de purger une année d'emprisonnement. Il fut averti par le percepteur que s'il n'avait versé la somme de mille francs dans les quarante-huit heures, il resterait en prison pour « payer sa dette ».

Mais, pour une fois, la presse donna en plein, depuis la « Croix » jusqu'aux quotidiens d'information et tous les journaux de gauche. Aussi, le gouvernement de l'époque dut lâcher sa proie. Gustave Hervé fut libéré. Hélas ! qu'est-il devenu depuis ? Et la presse que fait-elle ?

Puisque personne ne vient nous aider, voyons, compagnons, si nous ne pourrions pas — pour nous défendre et défendre nos amis emprisonnés — appliquer à notre tour la « contrainte par corps » aux responsables, c'est-à-dire nos gouvernants et leurs valets.

En 1914, à la prison de la Santé, un camarade militant anarchiste très connu, me disait ceci : « Puisque nous ne pouvons ni parler ni écrire sans être emprisonnés, en un mot, puisque l'expression de la pensée n'est plus possible, rendons à nos maîtres la monnaie de leur pièce. A Paris, par exemple, 50 camarades décidés peuvent, dans toutes les réunions empêcher de parler les parlementaires fabricants de lois, responsables au premier chef, de l'emprisonnement des révolutionnaires. Bien leur faire comprendre que l'action se poursuivra (sous différentes formes) tant qu'un des nôtres restera dans leurs geôles. Et puis, il y a autre chose... A la guerre comme à la guerre, prenons des otages ! »

Eh bien, que pensez-vous, compagnons d'aujourd'hui, de l'opinion amisée par ce compagnon d'hier ? Moi je pense qu'il avait raison et même que ce n'est pas si difficile à réaliser.

Prendre des otages ! Avec un peu de « flair » et beaucoup de méthode, on y arriverait facilement, il s'agit de le vouloir.

Par exemple, nous savons qu'un responsable direct de la répression à jeu continu va tranquillement deux soirs par semaine chez une de ses maîtresses, et naturellement incognito. Or, qui empêcherait les amis des emprisonnés de le prendre « gentiment » et de le conserver à « leur table » pendant une quinzaine de jours ? Voyez-vous d'ici le scandale et quelle rigolade ! dans le Landemeau de la politique !...

Rien n'empêcherait non plus de faire passer dans notre *Libertaire* une note ainsi conçue : « Il a été trouvé, dans la rue des Martyrs, entre deux et trois heures du matin, un personnage décoré et « portant beau » et disant (dans sa soulographie) qu'il exerçait la profession de ministre. Nous le conservons soigneusement, jusqu'au jour où ses amis, nous auront rendu les nôtres. »

Je vous assure, amis anarchistes, que l'opinion publique serait alertée après une « cérémonie » comme celle-là.

En province, un fait à peu près identique s'est déjà produit il y a une quinzaine d'années. Dans une ville de l'Ouest, un président de correctionnelle qui avait condamné un camarade à six mois de prison pour propagande antimilitariste, fut contraint de donner sa démission par « l'ennui » que lui causèrent les compagnons de l'endroit. Chaque promenade qu'il faisait lui causait de multiples « désagréments ». Un soir,

sortant de chez des amis, il reçut sur la tête un seau d'eau glacée ; une autre fois, au théâtre, il dut quitter sa loge et fuir sous les huées et les sifflets du « poulailler ». Enfin, chaque jour était pour lui un nouveau tourment. Aussi, il abandonna la partie, il donna sa démission.

Si j'ai fait ces quelques citations, c'est pour montrer aux compagnons que « l'action directe » donne de meilleurs résultats que les « protestations légales ».

A chaque coup que nous recevons de l'autorité, nous devrions faire tous nos efforts pour répondre par des coups. « C'est pour ça, dent pour dent ! » dit-on souvent. Est-ce que cette formule doit toujours rester dans le domaine de la théorie ? Je ne le pense pas.

Quelques temps avant la guerre, à Saint-Denis, des terrassiers syndiqués sortant d'une réunion, avaient été provoqués et brutalisés par les policiers de la localité qui se trouvaient en nombre. Le lendemain, ces camarades se mirent d'accord et ils décidèrent que les flics qui les avaient frappés recevraient autant de coups de matraque qu'ils en avaient reçus eux-mêmes. Ils tirèrent parole. Le soir même, ce fut fait : les flics provocateurs « dégustèrent » sérieusement.

Tout ça, disent les augures des partis politiques (soi-disant révolutionnaires, ce sont des actes individuels et ça ne compte pas au point de vue social. Nous disons, nous, que les actes individuels sont souvent le prélude de l'action collective. En tout cas, si nous ne conseillons pas de les faire, nous sommes toujours du côté de ceux qui les accomplissent. C'est la lâcheté de la masse qui pousse presque toujours l'homme seul à agir.

Un dernier fait qui démontrera que pour se défendre contre l'autorité gouvernementale ou autre, il n'y a qu'une seule méthode : la violence.

Il y a vingt-cinq années, notre vieux camarade Sébastien Faure parti en Algérie faire une tournée de conférences. Mais les amis de Max Régis sabotèrent la première de ces conférences et exercèrent même des violences contre notre ami. La réplique ne se fit pas attendre. A Paris, aussitôt au courant de ces incidents, une dizaine de compagnons firent une « descente » à la « Libre Parole » et dirent à Edouard Drumont, directeur de ce journal et chef de file des « bandes » d'Algérie, les paroles suivantes : « Si des violences nouvelles sont exercées contre Sébastien Faure, c'est vous seul qui en supporterez les conséquences. « C'est pour ça, dent pour dent ! », c'est sur votre peau que nous nous paierons. » Après cette petite visite les conférences de notre camarade Sébastien se déroulèrent dans le « plus grand calme ».

Jeunes compagnons, souvenez-vous de ces méthodes d'action et essayons de faire mieux encore.

Contre l'autorité, organisons-nous, défendons-nous et défendons nos amis emprisonnés.

PIERRE LE MEILLOR.

## ALAMARCHA

Les camarades comprendront que nous sommes dans l'obligation de donner tous nos efforts pour que Jover, Ascaro, Durutti ne subissent pas le sort d'Alamarcha.

Mais nous aurons les uns et les autres que nous n'abandonnons point Alamarcha. Nous allons mettre tout en œuvre pour assurer là-bas sa défense, sauver sa vie d'abord et sa liberté ensuite.

## Après une double expulsion

Notre camarade Italien Nino Napolitano, secrétaire de rédaction du « Monito », vient d'être arrêté, ainsi que sa compagne, à la porte de la Librairie Internationale et vient d'être expulsé après une détention illégale de plusieurs jours.

Nous protestons de toutes nos forces contre de telles mesures, dont le but, par trop évident, est de supprimer hypocritement les journaux libertaires de langues étrangères paraissant en France.

## Tricheux est libéré

Notre ami Tricheux, de Toulouse, sera libéré ce matin, ayant accompli une peine de huit mois de prison pour son activité contre la guerre marocaine.

Nous apprenons cette nouvelle avec joie car Tricheux va revivre au milieu des siens, et de ses camarades. C'est un ardent lutté qui nous est rendu, la prison n'a pas mâté notre compagnon.

Qu'il trouve ici le salut fraternel de l'U. A. C.

Dimanche prochain, 5 décembre, à 2 heures 30 de l'après-midi

SALLE DE LA CRYPTE, 6, RUE DE PUTEAUX (Métro Rome)

## GRANDE MATINÉE ARTISTIQUE

Au profit du « Libertaire »

Avec le concours assuré de :

SENES, MAUD GEOR, COLADANT, CLOVYS, HOCHMANN, de la Muse Rouge.

Le chanteur LOUIS VALS, dans ses créations, la divette YVONNE MAXY.

Le cabaretier DRANOEL, dans les œuvres d'Aristide Bruant.

Le chansonnier ROBERT GUERARD, dans ses œuvres.

Le Groupe théâtral interprétera :

### ASILE DE NUIT

pièce en un acte de Max Maurey

Au piano, le compositeur LOUIS BOSCH.

PRIX D'ENTREE : CINQ FRANCS.

## Vers les 3.000 abonnés nouveaux

Il semble que, depuis quelques jours, le mouvement en faveur des abonnements ait repris.

Tant mieux ? Nous entrons en décembre. Il faut espérer que ce mois-ci nous apportera de très nombreux abonnés nouveaux.

L'abonnement il n'y a rien qui soit meilleur pour notre *Libertaire*.

Mais il ne faut pas que ce soit un feu de paille. Il faut que, arrivés à expiration, les abonnements continuent, que les abonnés forment la clientèle assidue, régulière, fidèle, inébranlable, sur laquelle reposent et la vie du *Libertaire* et la force de notre organisation.

Est-il permis de faire des hypothèses (à la condition qu'elles demeurent raisonnables) et de bâtir des calculs sur ces conjectures ?

Oui ? Et bien ! Faisons des suppositions et comptons.

Supposons que nous atteignons ce nombre d'abonnés : 3.000 que nous tâchons d'obtenir. Voilà, pour le *Libertaire*, trois mille fois 22 fr. par an d'assurés, soit 66.000 fr., soit 5.500 fr. par mois, soit les frais de deux numéros par mois entièrement couverts rien que par la recette des abonnements.

C'est quelque chose ; c'est même beaucoup.

Supposons, maintenant, que ces trois mille abonnés donnent leur adhésion à l'Union Anarchiste Communiste et que, soit sous la forme de carte annuelle, soit sous celle de cotisation volontaire, chacun de ces 3.000 abonnés verse une somme d'environ douze francs par an (un franc par mois). Ces versements totalisés feraient une somme de trente six mille francs par an.

Supposons enfin que, dans certaines circonstances, au cours et à l'occasion de certains événements de grande importance, en faveur de certaines campagnes (campagne antiparlementaire, campagne antimilitariste, campagne contre le fascisme, campagne contre la Répression, etc...) l'U. A. C. demande à ces 3.000 abonnés — constituant comme le noyau et l'élément actif de l'organisation — un effort immédiat et nécessaire et que cet effort exceptionnel se traduise pratiquement par un versement moyen de cent sous chaque année.

Arrêtons-nous ici, et comptons.

Abonnement au *Libertaire* .....Fr. 22 par an  
Cotisation à l'U. A. C. ....Fr. 12 —  
Souscription exceptionnelle .....Fr. 5 —

Au total .....Fr. 50 —

soit 3 fr. 25 par mois, c'est-à-dire, en tout et pour tout deux sous par jour, un rien.

Mais, multiplié par 3.000, ce rien correspondrait à :

3.000 x 22 = 66.000 pour Le *Libertaire* ;  
3.000 x 12 = 36.000 fr. pour l'U. A. C. ;  
3.000 x 5 = 15.000 fr. pour les cas exceptionnels ;

En tout 117.000 fr. pour la propagande. que chacun de nous aime tant et qu'il serait indispensable de faire.

Ces suppositions sont-elles déraisonnables ? Je vous demande, camarades, d'y réfléchir.

Sébastien Faure.

### L'INFAMIE DE LA CONTRAINTE PAR CORPS

## BRIDOUX continue la grève de la faim

### Un garde-chiourme frappe sauvagement notre ami

La semaine dernière nous avons annoncé la résolution tragique de notre compagnon Bridoux. Nous écrivions que cette résolution serait appliquée par lui, jusqu'à complète satisfaction.

Bridoux en est aujourd'hui à son dixième jour de jeûne volontaire.

Sa compagnie qui ne put lui rendre visite que dimanche dernier, nous apprend un fait révoltant bien digne des séides de la bourgeoisie.

Bridoux ayant refusé de travailler parce qu'il se considère comme détenu politique, a été frappé sauvagement par le porte-clés de la prison de Lille. Cette brute ignoble recevra les félicitations officielles du sinistre Poincaré qui, on le constate, règne avec, à ses côtés, les champions de la démocratie Herriot et Painlevé.

Bridoux continue sa protestation, il obtiendra satisfaction si nous savons le secourir de tous nos efforts.

Des journaux du Nord, « l'Egalité », le « Réveil », « l'Enchaîné », ont consacré des articles au geste de Bridoux.

Le maire de Lille, Salengro, est intervenu auprès du Préfet et du Ministère.

La pression doit se poursuivre de tous les côtés et par tous les moyens.

Bridoux obtenant le régime politique, c'est la contrainte par corps qui recevra un coup direct. Elle ne sera pas établie dans les mœurs courantes de la répression gouvernementale. La prison pour dettes ne sera



## A tous les hommes de cœur La politique de l'acier

Nous avons protesté, en son temps, contre l'ignominie de l'arrestation du camarade Michel.

Celui-ci, condamné pour délit politique (propagande antijuivienne, puisqu'en France pacifiste, protester contre la guerre est un délit) avait purgé sa peine de six mois de prison à la prison de Douai, au régime politique.

A sa sortie de prison, il reprit son dur métier de mineur. Un mineur gagne tout juste de quoi vivre bien modestement. Il ne put, c'est compréhensible, payer les quelques centaines de francs qu'on lui réclamait pour l'amende et les frais de justice.

On l'arrêta à nouveau, et il fut jeté en prison, au régime du droit commun, pour purger sa contrainte par corps.

Cela a mis nos maîtres en goût. A Paris, ils ont emprisonné le gérant du « Libérateur », Girardin, parce que lui non plus ne pouvait payer les frais de justice.

Ne s'arrêtant pas là, les gouvernants viennent de faire arrêter dans le Nord où il travaillait comme maçon, notre bon camarade A. Bridoux.

L'affaire est vieille de quelques années. Pour un tract de propagande, il fut condamné à quelques mois de prison, mais obtint le sursis.

Il pouvait croire que tout était fini. Mais non, sous le prétexte qu'il n'a pas payé les frais de justice, on vient de l'arrêter à son tour et jeter en prison. Au régime de droit commun. Car si la condamnation comporte le régime politique, le simple fait de n'être pas assez riche pour payer les grimoires des huissiers et greffiers, les frais divers et lourds qui accompagnent tout jugement, est considéré comme plus grave. On applique aux délinquants le même régime qu'aux voleurs, escrocs et criminels.

Or, il faut qu'on le dise, même sous Napoléon III, au moment où l'opposition républicaine et sociale était impitoyablement trahie, jamais pareille mesure n'a été appliquée. Les gouvernements les plus réactionnaires n'ont pas osé utiliser la contrainte par corps contre les délits politiques.

Il appartient à notre république, à celle qui suit le 11 mai 1924, d'inaugurer cette nouvelle méthode de répression. Les voilà, le droit, la justice et la liberté pour lesquels on a combattu 52 mois !

Depuis quelques années, les méthodes de répression deviennent toujours plus brutales. Nous ne sommes pas officiellement en régime fasciste, mais nous y glissons pas à pas, par étapes successives.

On a commencé par appliquer automatiquement les lois scélérates, lois d'exception qu'on avait votées, mais non ou presque pas utilisées avant-guerre.

Maintenant, c'est l'emprisonnement pour non paiement des amendes et frais de justice.

Les riches, qui ont de l'argent, on les laisse profiter, soutenus par l'argent, ils payeront les frais (si on les leur demande, car il est à noter que semblable mesure n'est pas prise pour les camions du roi). Les militants ouvriers, qui sont tous pauvres, iront en prison.

La propagande violemment réactionnaire pourra s'épanouir librement. La propagande de l'avant-garde ouvrière sera impitoyablement réprimée.

D'autre part, nous voyons la police française appuyer officiellement les opérations de ses frères italiens, espagnols et autres.

C'est l'état de fer de la réaction qui se resserre de jour en jour, broie toute opposition, veut étrangler toute pensée libre.

O vous qui stigmatisiez, dans la presse dite de gauche, les outrances et les crimes fascistes, vous avez raison, mille fois raison.

Mais écoutez. Le danger n'est pas qu'à Rome il est ici, en France, où les méthodes du fascisme sont inaugurées, par échelons successifs, par le Gouvernement lui-même. Votre République démocratique tombe plus bas que l'Empire.

Vous qui condamnez la violence et vous dites partisans d'une évolution sociale pacifique, est-ce ainsi que vous entendez qu'elle se réalise ?

Le jour où il ne sera plus possible aux militants ouvriers d'exprimer leur pensée par la parole ou l'écrit publics, ils ne se tairont pas plus pour cela.

La violence répressive n'a jamais fait taire les protestations et revendications.

Si réellement votre large d'esprit, votre évolutionnisme pacifique, ne sont pas des phrases creuses, démagogiques, vous protesterez avec nous, vous empêcherez les maîtres actuels de continuer leur odieuse besogne d'étouffement de la pensée libre. Nous demandons à tous de mener campagne contre l'ignominie procédée de la contrainte par corps.

Tous les hommes de cœur la méneront avec nous, non pas par des paroles dites du bout des lèvres, mais par des protestations sérieuses, qui feront réfléchir nos gouvernants réactionnaires.

GERMINAL.

LUIGI FABRI

QUEST-CE QUE L'ANARCHIE ?

En vente à la Librairie Sociale, 0 fr. 50.

## COMITÉ DE L'ENTR'AIDE

N'oubliez pas, camarades, que la solidarité est indispensable si vous voulez que l'Entr'aide vive et qu'elle assiste régulièrement ceux de nos frères qui sont emprisonnés. Les camarades victimes de la réaction doivent, sans retard, faire connaître leur situation au trésorier. Demandez au S.U.B., Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, qui se mettra aussitôt en contact avec eux.

Il est rappelé que les allocations minima sont de : 7 francs pour un célibataire ; 10 francs pour une femme et 5 francs par enfant.

Camarades, pensez à l'Entr'aide. Soyez solidaires !

Sous la pression des événements, la politique générale de l'Europe, sortie du traité de Versailles, est en train de se modifier radicalement.

A l'alliance franco-italo-anglaise, on tente de substituer l'alliance franco-allemande.

Tels sont, en synthèse, les résultats de la conversation de Thoiry entre Stresemann et Briand.

Mais tout ceci ne se passe pas sans difficultés, car si l'Allemagne a ses pangermanistes, en France on trouve les partisans de la guerre éternelle contre l'Allemagne, les rivaux d'hier, de demain et de toujours.

On trouve la preuve que la politique du rapprochement franco-allemand est contrariée par les états-majors des deux pays, dans les tous récents faits sanglants qui ont profondément ému la population d'outre-Rhin. A Gernersheim, à Trèves, des officiers français sont attaqués par des civils allemands, pendant qu'à Neustadt, un sous-officier français tombe blessé par un poignard allemand.

Après Thoiry, un journal qui se flatte d'être au service du président du Conseil, avait laissé prévoir même une dislocation du Cabinet, par le fait que Briand avait dépassé les bornes dans ses relations diplomatiques avec Stresemann.

Depuis, on n'a plus rien dit à ce sujet, mais les épisodes sanglants du Palatinat, les avances de Poincaré à Mellon en vue de ratifier l'accord Béranger, qui livre pour soixante-deux ans les contribuables français aux actionnaires de la Banque Morgan, tout est de nature à faire prévoir une possible dislocation dans l'actuel Cabinet, dominé par l'influence de la maison du boulevard de Courcelles.

Mais tout cela fait partie des prévisions, et la réalité, que chacun peut constater, est bien autre chose, car la politique d'aujourd'hui, quoi qu'il en semble, n'est que la traduction pure et simple des intérêts capitalistes.

Après de longs pourparlers entre les capitalistes de France, d'Allemagne, de Luxembourg et de la Sarre, on s'est finalement arrêté à un accord, conclu à Bruxelles le 30 septembre, entre les délégués de la grosse industrie. On va, dans l'intérêt du capitalisme, rationaliser la production de l'acier en Europe dans le but d'éliminer toute concurrence en assignant le 43 18 % à l'Allemagne ; le 31 18 % à la France ; le 5 6 % à la Belgique ; le 8 30 % au Luxembourg ; le 5 78 % à la Sarre.

Le Cartel de l'Acier est donc conclu, et cela exige, de la part des gouvernements qui ont contribué à le constituer, une politique conséquente, et Briand et Stresemann l'ont bien compris.

Jusqu'à hier, l'esprit de Locarno, cher à Briand, sans l'Allemagne dans la S. D. N., était une piteuse comédie, par le fait qu'une société de paix et pour la paix (?) comme on se flatte d'appeler la S. D. N., même au point de vue politique le moins avéré, était incompréhensible sans la participation directe de l'Etat le plus considérable et le plus intéressé.

Briand a travaillé. Il a compris que la politique militaire contre une nation composée de plus de 60 millions d'habitants, nation allant de la Baltique au Danube, était la plus dangereuse, pleine de conséquences douloureuses et tragiques.

Au point de vue du capitalisme français, la politique de Briand est la mieux indiquée pour son développement. Le traité de Versailles a donné à la France 33 hauts fourneaux, mais il a laissé dans les mains de l'Allemagne le charbon de la Ruhr, sans lequel la Lorraine est presque inactive. En 1923, en occupant la Ruhr, le Comité des Forges l'avait bien compris, mais il ne comptait pas sur la résistance passive (elle était extrêmement active), ni l'hostilité de l'Angleterre.

L'Allemagne, donc, reste, malgré toutes les tentatives d'antifascisme exercées contre elle par l'impérialisme français, une unité capitaliste de premier ordre, avec laquelle on doit compter pour le maintien de la paix en Europe et même pour opérer le redressement de celle-ci.

La politique de rapprochement de Briand est donc la disposition logique du capitalisme français de ces derniers ans.

Mais l'Allemagne, comme on prévoit, en entrant dans la S. D. N., exige l'évacuation de la zone occupée et la récupération de ses colonies, sans ça, si en France on tient à l'exécution du traité de Versailles, en Allemagne, le pangermanisme pousse à la revanche, comme Clemenceau après 1870.

Le rapprochement franco-allemand a donné même à la tête des gens de la II Internationale, Jouhaux en première ligne, et c'est très naturel, car la politique de collaboration de classe pratiquée depuis longtemps par ces messieurs d'Amsterdam, est le plateau de soutien de la S. D. N., laquelle, pendant que les cuirassés anglais pointent leurs canons sur le prolétariat chinois et que les mitrailleuses françaises et espagnoles matent les Rifains, chante la paix sur l'air de Locarno !

Nous sommes habitués à voir un danger pour la paix toutes les fois que le capitalisme tente de se coaliser.

Le rapprochement franco-allemand a suscité le voyage à Livourne de sir Chamberlain, et on tente déjà d'opposer l'alliance anglo-hispano-italienne au bloc franco-allemand.

Le gouvernement fasciste, inspiré par le Foreign Office, depuis quelque temps, intrigue dans les Balkans, et nous en sommes, comme en 1913, aux traités secrets. Après celui conclu avec la Yougoslavie, voici celui de la Roumanie, qui a déconcerté tout le monde par le fait que l'Italie n'a pas reconnu l'annexion de la Bessarabie à la Roumanie. Dans les Balkans, donc, l'Angleterre, en se servant de l'Italie, tente de toutes façons de contrecarrer la manœuvre du quai d'Orsay, comme en Afrique du nord, en se servant de l'Espagne, elle cherche d'en faire autant.

L'Angleterre voit le danger. Elle redoute la concurrence franco-allemande sur le marché mondial. Déjà son économie est déséquilibrée désavantageusement. La révolte chinoise contre l'impérialisme britannique, menaçant de devenir toujours de plus en plus dangereuse, signale la fin du grand empire colonial de l'Angleterre, et si cette nation, essentiellement mercantile, perd son influence sur ses colonies, l'étoile de sa prospérité économique est en déclin. L'agitation pour l'affranchissement du joug

anglais qui, actuellement, embrasse toutes les colonies britanniques, de l'Asie à l'Egypte, menace d'avoir une forte répercussion en Angleterre même, et le marasme dans lequel est tombée l'industrie du charbon, de par ses conséquences sur le change, on le doit à cette sorte d'agitation d'irréductibilisme colonial. En 1925, la production du charbon était de 25 millions de tonnes par mois ; en 1926, elle est tombée à 2 millions, de sorte que l'industrie anglaise est obligée de faire ses achats de charbon en France et en Allemagne, et dans ce temps-là, presque 1 million et demi de chômeurs frappent aux portes de ses mairies.

Comme on le voit, l'Angleterre qui, depuis deux siècles, avait conservé intacte son hégémonie en Europe et dans tous les pays du monde, est entrée dans la phase de sa décadence.

Naturellement, elle tentera des efforts formidables, on le prévoit, et s'associant à l'Italie et à l'Espagne, elle essaiera d'encercler la France et l'Allemagne, afin de limiter la puissance grandissante de ces deux nations.

On peut même parler d'un Locarno économique général pour le redressement de l'Europe par elle-même, et tout ça ne changera rien à la situation. Pour vivre, le capitalisme a besoin de la concurrence, et cela crée des antagonismes meurtriers.

Le prolétariat européen et mondial, aussi cruellement sacrifié pendant les boucheries impérialistes de 1914-18, doit faire bien attention. Qu'il se méfie de l'esprit de paix dont se disent animés la S. D. N., le bloc franco-allemand, et la coalition anglo-hispano-italienne.

Les coalitions capitalistes sont toujours dangereuses et l'histoire d'hier est là pour nous donner raison. La paix européenne de Briand, Stresemann et Chamberlain n'est qu'un potentiel de guerre, une revanche de l'impérialisme. La politique de l'acier, c'est la politique de la guerre. La paix durable est celle qu'imposeront les peuples librement associés, après avoir abattu le capital et l'Etat.

## CONSTATATIONS D'UN MILITANT

S'il y avait deux ou trois militants dans chaque ville un peu importante, industrielle ou commerciale, la propagande libertaire, si inefficace ou plutôt si essouffée, aurait bientôt une admirable ampleur.

Mais que ce soit en Auvergne, dans le Limousin, en Bretagne, en Normandie, en Provence, dans la Touraine, en Picardie, dans le Nord, les groupes sont rares ou n'existent pas.

Les groupes qui manifestent quelque activité n'ont que des relations occasionnelles ; aucun lien durable, en les unissant librement, le double, triple, quadruple ou quintuple leurs forces.

La méconnaissance involontaire des nécessités de la propagande, aussi la cherté des voyages et (pourquoi ne pas l'écrire), l'indifférence et le laisser-aller de certaines unités des groupes déterminent la stagnation du mouvement anarchiste.

Nous savons que tous les compagnons n'ont pas les mêmes aptitudes, le même entraînement, une intempérance morale à toute épreuve ; les uns parlent, écrivent et crient, les autres restent passifs.

Que si l'on lit très attentivement notre vieux et vaillant *Libertaire*, nous constatons inmanquablement la pénurie, la faiblesse de notre action, le défaut ou manque de foyers d'agitation ; se réunir entre quatre murs sans se répandre au dehors, aller au peuple, au pauvre peuple dont le cœur est broyé chaque jour par la brute capitaliste ; propagande en chambre, est-ce l'irrésistible moyen de transformer les masses domestiquées, salariées, enrégimentées en humains dignes et éclairés, capables de vivre purement leur vie, sans lois, sans idées admises à priori, c'est-à-dire sans examen ?

Et puisque nous faisons notre *mea culpa*, après avoir constaté l'insuffisance de notre propagande dans les villes, n'avons-nous pas le droit de déplorer l'absence de tout mouvement libertaire au pays des *campuchards* ?

Elisée Reclus a écrit une petite brochure intitulée : à mon frère LE PAYSAN, *Malatesta ENTRE PAYSANS*.

Eh bien ! ces brochures ne devraient-elles pas inspirer les camarades, leur donner le goût de la propagande à la campagne ?

Les paysans ont été négligés jusqu'à nos jours ; les propagandistes libertaires se sont momifiés dans les villes, négligeant bien à tort l'élément rural, sans lequel toute révolution sociale et intellectuelle serait inopérante.

La propagande anarchiste doit conquérir, convaincre, illuminer paysans et citoyens. Depuis trop longtemps notre propagande a été circonscrite aux cités, aux villes. Rattrapons le temps perdu.

L'Union Anarchiste, composée de bons éléments, organisera, de concert avec tous les groupes, la propagande par nous esquissée.

Nous en acceptons l'augure.

Antoine Antignac.

## Union Anarchiste Communiste

Aux groupes, aux adhérents individuels

Aux sympathisants

N'oubliez pas votre versement annuel pour l'année 1927. L'année touche à sa fin, notre Union anarchiste-communiste lance donc l'appel habituel en faveur du versement annuel pour 1927, versement fixé à dix francs par les groupes.

Cet appel s'adresse AUX ADHÉRENTS INDIVIDUELS, qui auront à cœur de renouveler leur adhésion le plus tôt possible AUX GROUPES qui feront le nécessaire pour rassembler les versements de leurs membres.

AUX SYMPATHISANTS qui, ne pouvant adhérer, aiment malgré tout l'action et la propagande et seront heureux d'aider l'Union anarchiste-communiste en participant à la souscription annuelle.

Nous sommes persuadés que les uns et les autres feront, comme par le passé, un bon accueil à l'appel de l'organisation.

Adressez les fonds au secrétaire Pierre Odéon, 107, rue de la République, 107, rue Louis-Blanc, Paris (107).

Les nouvelles cartes pour 1927 seront envoyées dans quelques jours. A ce sujet, nous rappelons que les versements s'effectuent avec ou sans la carte.

## EN MARGE DE LA SEMAINE...

— Deux pauvres ouvriers dont leur propre misère aurait dû déjà leur tracer le chemin de la raison, viennent, après boire, de se battre à coups de couteau, au lieu d'en venir aux coups, apprenez donc à déchirer le voile de votre ignorance et que de votre éducation dépend votre bonheur.

— 6 morts dont une huitaine de blessés sont victimes d'une explosion survenue dans une usine d'amiante, à Haubourdin, près de Lille. Triste martyrologe des travailleurs qui, en fait de rentes, meurent à la peine.

— C'est un minotier devenu par la suite avocat à Thiers. Il se trouve poursuivi pour avoir fraudé une énorme quantité de farine livrée à la consommation. Peu lui importe, si, par cupidité, il empoisonne le consommateur, pourvu que grossissent ses bénéfices. Et bien entendu, il est acquitté.

— Yvonne Villard est artiste lyrique. Honnête, il lui est difficile de trouver du travail, surtout dans le théâtre, et sans argent, ni engagement, préfère en finir avec la vie. Et en l'église Sainte-Elisabeth — prenant Dieu à témoin — elle se loge une balle dans la poitrine. Et ce, à 22 ans, au moment même où la vie devrait être toute d'harmonie et de joie !

— Brissonnier, c'est son nom. C'est une de ces épreuves humaines de misère sans domicile et sans argent. Comme il n'a pas mangé de la journée, il entre dans un restaurant de Saint-Denis pour apaiser sa faim. Rien ne plus naturel. Et notre héros, au lieu de lui fournir du travail, afin qu'il ne manque par la suite, le met en prison. Drôle de solution.

— Le général de Saint-Just, député, est dans la peine. Il s'inquiète où pourront être logés tous les citoyens en cas de mobilisation, puisque le Gouvernement vend toutes les casernes militaires. En effet, général, je comprends votre angoisse, mais, n'oubliez pas, croyez-vous que le peuple se prêterait à une nouvelle tuerie ? Non, mais des fois...

— M. Tardieu est à Mulhouse. Pensez-vous, une grande firme capitaliste fête le centenaire de l'exploitation de ses ouvriers... et on médaille un pauvre ouvrier ayant 55 ans de service. M. Tardieu, en profite donc pour palabrer sur les vertus du travail et n'a-t-il pas honte d'offrir une médaille à cet ouvrier qui aurait plutôt besoin de pain et de repos.

— Il est à croire que le cardinal Maurin vend les vestes pour des lanternes. De Lyon, il nous annonce, qu'en dépit de la mort des instituteurs chrétiens, basés sur l'hypocrisie et le mensonge, les ruses et les trahisons d'octobre prochain. N'y comptez pas trop, cardinal, elles sont depuis longtemps déjà englouties dans les catacombes du ciel avec votre Dieu tout puissant, et sachez donc qu'elles ne redescendront plus sur la terre.

Par suite d'un glissement de montagne anarcho-sindicaliste, les habitants de Roquebille, près de Nice, sont plongés dans la plus affreuse détresse. Et comme compensation à leur implacable douleur, on leur adresse leurs feuilles d'impôts. Percepteur sans entrailles, ne sentez-vous pas la honte dont pareil fait vous dishonore ?

— On connaît cet homme est gentil, et comme les exploités d'aujourd'hui sont compas pour leurs ouvriers ! La Samaritaine, comme d'ailleurs tous les grands magasins du même genre, viennent de pratiquer la baisse... Et ces bons exploités annoncent que les marchandises en magasin ont subi la baisse dans le seul but d'éviter le chômage à leurs ouvriers. En effet, cela est gentil, mais hélas ! quelle dose d'hypocrisie et de mensonge contiennent de semblables paroles !

— La Société des Nations, qui, dit-on, doit apporter enfin sur la terre la paix bienfaisante, se réunira le 6 décembre à Genève. Mais en attendant cette chimère, l'Espagne se bat au Maroc et la France va appeler les réserves de la classe 20.

René CHAUMY.

## Pour Germinal

C'est le dimanche 18 décembre, en matinée, dans la belle salle du boulevard Blanqui, que la grande fête en faveur de « Germinal » se déroulera.

Tous les camarades y assisteront pour encourager nos actifs compagnons du Nord et de l'Oise.

Retenez bien cette date !

## La faillite du capitalisme d'Etat

Ces fluctuations eurent pour conséquence de menacer l'équilibre de la balance commerciale, les prix élevés interdisant l'exportation. Cet équilibre ne fut maintenu que grâce à l'annulation de commandes passées à l'étranger : au dernier trimestre de 1925, les Soviets avaient acheté à l'Allemagne pour 141 millions de roubles de marchandises. L'impossibilité d'exporter les céréales — par suite des prix prohibitifs — réduisit les achats au Reich, dans le premier trimestre de 1926, à 17 millions. L'on conçoit la répercussion grave qu'entraîne pour l'économie russe cette restriction, lorsqu'on sait que l'importation consiste en majeure partie de machines aratoires, impossibles à trouver en Russie.

La politique agraire a donc contraint les dirigeants bolcheviks à de nombreuses retraites et défaites. La disproportion entre la production industrielle et la production agricole est exploitée habilement par la classe des gros fermiers, alliée aux industriels et commerçants privés. Le commerce privé profite de cette situation qui se traduit pour ses membres par l'octroi de fructueuses bénéfices, au détriment, bien entendu, des consommateurs. Il entraîne aussi, cet écart entre la production industrielle et agricole, une désorganisation des finances bolcheviques.

Nous avons montré plus haut les résultats financiers de l'industrie d'Etat : dettes énormes progressives. Pour faire face à cet état de choses les dirigeants durent — et doivent encore — avoir recours aux mêmes expédients que leurs frères ennemis des Etats qui composent le monde : l'emprunt et l'inflation. Plusieurs emprunts émis depuis janvier 1925, ont produit un total de 541 millions de roubles, nécessitant un service d'intérêt de 10 0/0, aggravant ainsi la situation financière. Mais cet expédient ne put suffire à lui seul pour les besoins financiers, et, durant la même période — janvier 1925 à avril 1926 — la planche à billets fonctionna de cette sorte : 710 millions de roubles de tchervonetz constituaient, en janvier 1925, la circulation monétaire ; ce chiffre augmenta, dans le courant de l'année, de 522 millions de roubles, pour atteindre, en avril 1926, une augmentation de 1.222 millions de roubles. Les demandes impérieuses d'avances de

l'industrie, dont les prétentions sont croissantes et ont atteint en mars 1926, 899 millions de roubles et la régularité de ses bilans déficitaires, renforcée par le service d'intérêts des divers emprunts bolcheviks, ont fatalement amené une augmentation notable de la dette de la République des Soviets qui, de 274.823.000 roubles en avril 1924, était, en avril 1925, à 541 millions 424.000 roubles, soit une élévation de 97 %. Ajoutons que cette augmentation continue encore, la dette étant passée, au 1<sup>er</sup> juin dernier, à 588.376.000 roubles.

Quoi d'étonnant, en ces conditions, à ce que la confiance, si nécessaire à toute entreprise — et surtout à l'Etat — disparaisse et que le public thésaurise la monnaie métallique, rendant ainsi fictif le cours officiel du tchervonetz ? Et comme l'on comprendra alors — sans les approuver, bien entendu — ces membres du Parti, désespérés par la faillite de leurs conceptions qui n'aperçoivent d'autre solution que l'octroi plus large de concessions au capitalisme privé ! D'ailleurs ce retour au capitalisme privé est demandé par la « Gosplan », une des quatre banques nationalisées — ce qui donne ainsi un air officiel à cette tendance.

« Pourquoi la Nep ? » avait qu'au 13 septembre 1923, 47 concessions avaient été accordées au capitalisme tant honni, depuis ce chiffre s'est multiplié considérablement. D'après le « Vatachadist », de Hambourg, leur nombre serait, au 1<sup>er</sup> janvier 1926, de 117 — et c'est sans méprise aucune que nous apprenons que la concession « Harrmann » est arrivée à contrôler toutes les entreprises privées de la région où elle opère, créant ainsi un de ces trusts dont les communistes sont tant — avec juste raison d'ailleurs — adversaires. Que la célèbre « Standard Oil » s'accapare les régions de Bakou, Grozny et du Nord de la Russie, moyennant un prêt à la Russie, de 25 millions de dollars. Le pays à l'encan, quel !

De même les déclarations officielles assurant aux capitalistes aide et protection contre les grèves et émeutes — comme c'est le cas pour la « Lena Goldfields » — ne peuvent plus nous étonner. Les concessions sont poussées fort loin à l'avantage du capitalisme — deux exemples typiques ont leur place marquée en cette étude :

La « British Primur Consolidated », en cas de différend avec le Gouvernement russe a finalement le droit de choisir un arbitre SOUVERAIN parmi ses personnalités européennes connues. Ce qui lui assure constamment une position favorable (3).

Le deuxième exemple nous est fourni par la concession accordée aux Compagnies « Cunard Line » et « Holland America Line » qui ont créé une Société ayant le monopole de la navigation sur le Volga, dont le gouvernement abandonne le contrôle qu'il détient, sur toutes les autres concessions, et qui, de plus, laisse à cette Société, « TOUTE LIBERTÉ DE LICENCIER LE PERSONNEL ACTUELLEMENT EN FONCTION ? » (4).

Il est évident qu'une telle politique a pour effet, sur la classe des salariés, d'augmenter le nombre de ses membres en chômage. En octobre 1925, les chômeurs inscrits aux Bourses du Travail étaient au nombre de 600.000 ; au 1<sup>er</sup> avril dernier 761.000, pour atteindre un mois plus tard 815.000 — et ce, malgré l'entrée dans les usines d'un contingent de chômeurs de 350.000 unités. Il faut ajouter aussi que beaucoup de sans travail ne sont pas inscrits aux Bourses du Travail, ce qui rend donc ces chiffres bien inférieurs à la réalité. Néanmoins, l'on constate malheureusement une recrudescence de chômage. Il est vrai qu'une autre brochure communiste a huit ans de pouvoir bolchevik... fait remarquer fièrement la création... d'asiles de nuit, pour suppléer au manque de travail ! (pages 53-54).

Tant qu'aux assurances sociales des salariés, le rapport que M. Kaplaune, chef du Service de la protection du travail, du Commissariat du Travail (5) fit à l'assemblée plénière du Conseil central des Syndicats, montre singulièrement leur insuffisance et leur incapacité. A titre documentaire, rappelons que ce rapport souligne la violation constante de la journée légale de travail, qui est de six heures, mais, en fait, dépasse neuf heures. L'absence de défense des ouvriers saisonniers, fait que ceux-ci sont exploités indigne, et le zèle intéressé des directeurs d'entreprises d'Etat cause d'irréparables désastres, entre autres, ces deux graves explosions qui eurent lieu dans des entreprises pétrolières du Caucase, et dont de nombreux ouvriers furent les victimes...

... Nous avons donc, trop rapidement cependant, essayé de décrire à l'aide de chiffres officiels du Gouvernement russe, la position du capitalisme d'Etat en ces diverses manifestations : état de la production et des finances, ainsi que la situation sociale des producteurs russes.

Les uns comme les autres sont désastreux, et ce n'est pas les explications bigrement embarrassées que Boulharine, bafouille dans l'*Humanité* du 22 août dernier, qui peuvent jeter une note gaie sur ce noir tableau, trop réel, hélas ! Par contre, l'exemple bolchevik, par sa carence ainsi reconnue, démontre aux peuples l'impunité et la nocivité du capitalisme d'Etat à succéder à un moribond qu'est le capitalisme privé, et donne une singulière force aux théories anarchistes, qui, toujours, ont dénoncé par anticipation la faillite du capitalisme d'Etat, et affirmé que seule une organisation fédéraliste, basée sur la liberté commune, peut assurer avec le bien-être de chacun, le bonheur de tous.

Marcel Lepoll.

(3) Informations financières du 3 février 1926.  
(4) Informations financières du 23 avril 1926.  
(5) Informations Sociales du Bureau International du Travail, N° 6, du 9 août 1926.

JEAN MARESTAN

## L'Éducation sexuelle

REVUE ET CORRIGÉE  
Un livre d'éducation et d'hygiène sexuelle que tous les militants doivent posséder.

8 francs ; franco rec. 9 fr. 25.







## LA VIE DE L'UNION

## COMITE D'INITIATIVE DE L'U. A. C.

Lundi, à 20 h. 30, local habituel.

## Correspondance des Groupes

**Trélat.** — Aussitôt les cartes éditées, j'en expédie vingt.  
**Ratnaud.** — La tiens également.

**Brest.** — Les comptes rendus du Comité auraient dû vous parvenir plus tôt. Lettre explicative suit.

**Bezières.** — Pour le meeting, je vous fais parvenir des invendus traitant de l'affaire.

**Remmes.** — L'ordal sera à Rennes le 12, j'attends pour l'autre camarade.

**Bordeaux.** — Vous recevrez également des invendus pour le meeting en faveur des Espagnols.

**Calonne Lévin.** — Vos cartes vous parviendront sitôt l'édition. — P. Odéon.

## POUR GRANDJEAN, DE FOEGY

4<sup>e</sup> Liste

Sollier Louis, 5 fr. ; Benet 5 fr. ; Evén Pierre, 10 fr. ; Reynaud Raoul, 3 fr. ; Vergnaud, 5 fr. ; Dugue, 5 fr. Total : 33 fr. Listes précédentes : 436 fr. 85. Total général : 469 fr. 85. Le camarade Giraud de Bourges, a reçu directement une somme de 54 francs du groupe de Toulouse.

Nous venons de recevoir des nouvelles de notre camarade, il va un peu mieux, mais hélas ! la convalescence sera très, très longue, car Grandjean est bien affaibli. Sa compagne et ses petits remercient de tout cœur les camarades solidaires.

**Pierre Odéon,** chèque postal 950-32, 9, rue Louis-Blanc, Paris-X<sup>e</sup>.

## SOMMES REÇUES PAR ODEON ET DESTINEES A D'AUTRES ŒUVRES

Pour l'Entr'aide : Rosali 10 fr. ; Groupe de Toulouse, 55 fr. 65 ; Colomb, à Dijon, 15 fr. ; M. C., 10 fr.

Pour le Comité de Défense internationale anarchiste : Liste n° 1255 avec premier souscripteur Neveu : 143 francs.

## PARIS-BANLIEUE

Groupe de combat. — Prochainement, les camarades seront avertis de la tenue d'une première réunion.

5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup>. — Par suite du meeting de mardi dernier aux Sociétés Savantes, notre réunion n'a pas eu lieu. Mardi prochain tous seront présents, 180, boulevard de l'Hôpital. La cotisation pour 1927 à l'U. A. C.

14<sup>e</sup>. — Ce soir, vendredi, à 20 h. 30, 85, rue Madoiselle, causerie par Olive, sur la question agraire et la désertion des campagnes. Toute une série de causeries seront faites sur ce sujet important. Un bon accueil est réservé à tous.

Issy-Moulineaux. — Réunion mercredi, à 20 h. 30, 26, rue André-Chénier (annexe mairie). Les lecteurs du « Libertaire » sont invités. Des livres seront mis à leur disposition.

Saint-Denis. — Réunion jour et local habituel. Tous présents.

Clichy. — Ce soir vendredi 3 décembre, à 20 h. 30, local convenu. Sujet important, présence indispensable de tous.

Juvis. — Les camarades sont informés qu'une campagne de propagande, comprenant meetings publics, conférences, causeries, vente à la rue va être entreprise. Allons ! lecteurs du « Libertaire » de Vitry, Thiais, Orly, Choisy, Alfortville, venez tous dimanche matin, à 11 heures précises, salle Forest, 50, rue de Seine (à côté de la gare). Pour tous renseignements écrire au secrétaire Archimbaud, 58, avenue de Gâtelle, à Vitry.

Pantin-Aubervilliers. — Il fut un temps où les compagnons qui n'assistaient pas aux réunions du groupe, prétextaient que celles-ci se faisaient chez un marchand de vins, ils ne pouvaient y aller et les causes qu'ils invoquaient étaient, certes, très logiques.

Aujourd'hui, ces causes sont réduites à néant du fait que nous avons un local. Retenez bien l'adresse : Petite salle annexe de la salle des Conférences, 42, avenue E.-Vaillant, Pantin. Jeudi 9 décembre, à 20 h. 30 réunion du groupe. Questions importantes très urgentes.

P.-S. — Le camarade Thibault F. est spécialement convoqué.

Boulogne-Billancourt. — Les camarades seraient-ils tombés en état de léthargie ? Il ne suffit pas de critiquer la masse, il faut surtout de ne pas l'imiter ou alors on manifeste une négligence coupable et dans ce cas on se tait.

## DANS LES SYNDICATS

## Chez les Terrassiers

Commission de contrôle, dimanche matin, 5 décembre, à 9 heures.  
Réunion du Conseil, mercredi 8 décembre, à 17 h. 30, Salle des Commissions, 4<sup>e</sup> étage. Présence indispensable. Le Secrétaire.

Jeunesse Syndicaliste Intercorporative de la Seine. — La Jeunesse se réunira, le mercredi 8 décembre, à 21 heures, à la Bourse du Travail, Bureau 13, 4<sup>e</sup> étage.

Nous faisons appel à tous les jeunes camarades du S. U. B., ainsi qu'aux non-organisés pour réformer les Jeunes Syndicalistes, afin que les jeunes représentent leur place d'avant-garde pour défendre la rénovation du syndicalisme révolutionnaire français.

Métallurgistes autonomes. — Les trésoriers et collecteurs sont priés de régler leurs comptes au trésorier général qui sera de permanence samedi 4 décembre, de 16 heures à 19 heures, au siège.

## ORDRE DU JOUR

Le Syndicat des Métallurgistes autonomes de la Seine, réuni en assemblée générale, le 27 novembre, à la Bourse du Travail, élève sa protestation indignée contre l'arrestation du camarade Girardin et la menace de contrainte par corps dont il est l'objet pour une amende de caractère politique, ainsi que contre la tendance du gouvernement au rétablissement de la prison pour dettes politiques.

Syndicat Général des Travailleurs de la Pierre. — Trente camarades se présentent, sur la liste des candidats, au renouvellement du Conseil d'administration de notre syndicat, pour l'année 1927.

Tous les ouvriers de la pierre, faisant partie de notre organisation, auront à cœur de participer à cette élection, qui par le grand nombre de votants, montrera tout l'intérêt que portent nos camarades au développement et à la bonne direction du Syndicat des Travailleurs de la Pierre.

Les camarades qui trouveront ces critiques injustifiées assisteront à nos réunions éducatives du vendredi, 83, boulevard Jean-Jaures, salle de l'Intersyndicale. Invitation aux lecteurs du « Libertaire » en accord avec le Manifeste d'Orléans.

## Bibliothèque ouverte.

Groupe Antifasciste de Livry-Gargan. — Le samedi 4 décembre, à 20 h. 30, salle du Moulin-Bleu, avenue de Sully, à Gargan, conférence sur l'origine du Fascisme en Italie, son développement, sa répercussion sur le mouvement fasciste en France.

Jeunesse Anarchiste Communiste. — Mardi 7 décembre, à 20 h. 30, au local habituel. Que les copains se documentent sur la question mise à l'ordre du jour.

Groupe du Bourget-Drancy. — Réunion du groupe, samedi 4 décembre, à 20 h. 30, bureau de tabac, place de la Mairie, à Drancy. Que tous les copains soient présents.

Glichy-sous-Bois. — Un groupe vient de se former. Que tous les copains, habitant la région et voulant œuvrer pour la bonne cause, soient présents à la réunion qui aura lieu samedi 4 décembre, à 20 h. 30, salle de « l'Ami Emile », aux Sept-Îles.

Livry-Gargan. — Conférence, le samedi 11 décembre, à 21 heures, 9, rue de Meaux, à Livry. Sujet : Le mouvement anarchiste russe pendant la Révolution de 1917. Tous à la conférence du Comité antifasciste le 4 décembre.

Romainville. — Réunion le jeudi 9, salle de la Coopé, place Carnot.

Régional Bezons. — Assemblée générale dimanche 10, à 9 heures précises, salle de l'ancienne mairie. Tous les camarades et sympathisants sont invités. Allez, les copains, un peu plus de cohésion pour la propagande.

Gruppo Pietro Gori. — I compagni iscritti al gruppo sono invitati alla riunione che avrà luogo sabato sera, nel solito locale, per discutere di cose importantissime inerenti all'andamento del gruppo stesso. Nessuno manchi.

Le Havre. — Dans l'annonce du Comité de défense Sacco-Vanzetti, formé au Havre, nous avions omis de signaler l'adhésion de l'Union locale unitaire. Depuis, ont apporté leur concours à l'Union Autonome de la Région, la Ligue des Droits de l'Homme, la Franc-Maçonnerie, l'Union locale confédérée. Seuls, le Syndicat des Locataires et le Parti Socialiste se désintéressent de nos camarades. Sachons nous en souvenir. — « Le Groupe Libertaire ».

Reims. — Allons, vieux compagnons, qui vous souvenez des luttes d'antan, croyez-vous que c'est en restant au coin du feu que vos idées se réaliseront ? Et vous sympathisants ? Resterez-vous inactifs devant la vague de dictature qui nous menace ? Venez donc tous apporter votre aide aux camarades qui luttent encore et assistez nombreux à la réunion du dimanche 3 décembre, bar des Sports, rue Zéres, à 10 heures du matin. Causerie sur l'action et la propagande du groupe.

Trélat. — Lundi 6 décembre, à 5 heures, salle de la Coopérative, réunion : organisation de la causerie de Chapin pour le 12 décembre, salle de la Maréchère à Trélat. Les cartes de l'U. A. C. propagande. Que tous soient présents.

Thiers. — Mardi 7 décembre, à 20 h. 30, réunion du groupe. Les camarades se réunissent régulièrement le premier et troisième mardi de chaque mois à la Bourse du Travail et font appel aux sympathisants pour qu'ils assistent aux discussions.

Pour prêt de livres, brochures, journaux, les camarades de la région peuvent s'adresser à Dugue, 2, impasse Montmignat.

Bordeaux. — A sa réunion du 27 courant, des camarades de groupes extérieurs sont venus nous solliciter pour l'organisation d'un meeting en faveur des anarchistes espagnols. Cette réunion s'est poursuivie dans l'harmonie complète, et s'est terminée, nous décidâmes une réunion pour le lendemain en vue de mettre au point le meeting.

Effectivement, le dimanche, un certain nombre de militants des divers groupes se retrouvèrent au point la besogne concernant l'agitation. Après cette réunion, les copains du groupe anarchiste communiste décidèrent de se réunir le 4 décembre au bar Cursol, son nouveau siège.

Que tous soient présents pour entendre la causerie annoncée dernièrement.

N. B. — Le vote aura lieu dimanche 5 décembre, de 9 heures à midi, salle de Commission du 4<sup>e</sup> étage, Bourse du Travail, et à l'assemblée générale de dimanche 12 décembre salle Jean-Jaures, Bourse du Travail. Le dépouillement se fera l'après-midi, à partir de 14 heures, après l'assemblée du 12 décembre, salle de commission, premier étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10<sup>e</sup>).

Le secrétaire : Louis Chave.

## LIBRAIRIE SOCIALE

La Librairie Sociale peut fournir tous les ouvrages de philosophie, sociologie, science, littérature, éducation sexuelle, hygiène, ainsi que tous les classiques de la littérature de langue française.

Il suffit, pour cela, de nous indiquer le titre, le nom de l'auteur et si possible l'éditeur. Nous ne donnons pas suite actuellement aux commandes à crédit ou contre remboursement.

Adressez les commandes, accompagnées de leur montant,

à Pierre Mualdès

9, rue Louis-Blanc, Paris, 10<sup>e</sup>

## LA SOCIÉTÉ LIBERTAIRE

Une brochure de 32 pages de notre ami « Georges Bastien » qui constitue une excellente réponse à ceux qui prétendent que les anarchistes ne sont que des critiques, sans programme constructif et positif.

Le prix en est de 60 centimes l'exemplaire 20 0/0 de réduction pour toutes les commandes à partir de 50 exemplaires.

En vente à la « Librairie Sociale », 9, rue Louis-Blanc. Adressez mandats à Mualdès.

## TRIBUNES FÉDÉRALES DU BATIMENT

## APPEL

## AUX SYNDICATS AUTONOMES CORPORATIFS

Le Congrès de clarification de Lyon appelle l'attention de tous les syndicats autonomes corporatifs isolés dans l'industrie, dans la Fédération et dans l'Internationale du Bâtiment.

Dans sa période d'autonomie provisoire, quelques syndicats se séparent de la Fédération pour conserver, soit-disant, leur unité corporative ; quelques autres sont allés à la C. G. T., ou à la C. G. T. U., soit-disant parce que nous n'adhérons pas à une centrale nationale et internationale.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1927, les quelques syndicats autonomes corporatifs qui restent sur le carreau vont avoir à se prononcer dans leur orientation : ou la C. G. T. réformiste, ou la C. G. T. U. bolcheviste, ou la C. G. T. Syndicaliste Révolutionnaire.

On ne peut plus passer au travers, l'autonomie ayant démontré l'impuissance de son mouvement isolé, de sa faible structure vis-à-vis des Centrales nationales et internationales qui inondent les syndicats de colonnages et de confusionnisme, à ne plus se reconnaître.

L'unité organique étant impossible par les chefs, l'unité d'attente mouvement de masse à la base pour qu'elle se réalise sur le terrain corporatif en dehors des directives des partis politiques.

Pourquoi un troisième C. G. T., puisque deux sont déjà de trop ?

Pourquoi y a-t-il plusieurs églises puisqu'il n'y a qu'un seul bon Dieu, d'après les croyants ?

Question qui se pose.

La troisième C. G. T. n'est pas comme les deux autres, elle est fédéraliste dans son esprit et dans sa lettre.

A la base, les conseils d'entreprises, d'ateliers, de chantiers ; seuls éléments capables de réanimer l'unité du chantier et créer un véritable syndicalisme de classe, qui groupera les travailleurs sans tenir compte des forces extérieures qui ont toujours été et seront toujours des germes de division.

Liberté de l'individu dans le syndicat et liberté du syndicat dans sa fédération industrielle, les adhérents d'harmoniser les efforts de tous les salariés.

Suppression de la double représentation aux Comités nationaux confédéraux, des unions et des fédérations. Seules les unions régionales, représentation directe des unions locales, dirigent le travail confédéral.

Plus de fonctionnaires, inamovibles, renouvellement automatique tous les deux ans pour créer une école de militants, susceptibles, en cas d'action révolutionnaire, ou d'arrestations, de remplacer ceux qui tombent dans la bataille.

Liberté de pensée et d'action des minorités dans la nouvelle C. G. T., basée sur la libre discussion et sur le centralisme et l'autorité.

C'est l'unité qui ira au nombre et non le nombre à l'unité.

Pour les conflits, grèves, lock-outs, etc., avec la liaison des syndicats autonomes dans un organisme tel que la C. G. T. S. R., les fonds seront plus abondants, la propagande multipliée dans toutes les directions internationales. On oubliera trop souvent l'étranger les contrats des syndicats. C'est la politique du bas de laine, l'égoïsme qui pousse les individus à vouloir gagner beaucoup d'argent.

A vous, les syndicats autonomes, de réagir sur vos positions d'autonomie intégrale qui vous entraîneront vers la libre vente et de consommation.

Vous avez sur le marché les deux C. G. T. dans leur action passée et présente. Vous ne pouvez pas juger la troisième sans l'avoir vue à l'œuvre, vous êtes à côté d'elle, au lieu d'être partie intégrante.

Comment il serait utile que tous les gars du Bâtiment, écoutant la voix autorisée de nos camarades étrangers sur leurs colossales et leur participation. En général, les salaires vont pour les professionnels de 8 à 10 fr., pour les manœuvres de 5 à 6 fr. Leurs cotisations sont :

Allemagne, 7 fr. par semaine.

Hollande, 6 fr. par semaine.

Suède, 3 fr. 75 par semaine.

Plusieurs autres sont édités par eux ainsi qu'un quotidien.

Nous amis nous aujourd'hui à la pointe du combat et nous, nous sommes à l'arrière-garde, les trains internationaux.

Nous pensons que l'examen de Lyon sera concluant : il faut être ou disparaître, c'est la question principale de Lyon. Ou nous sommes syndicalistes révolutionnaires et il faudra le montrer, ou nous aurons fait faillite et il faudra se faire oublier.

Le Congrès de clarification aura eu cet avantage : dans le pays, pour la Fédération, il n'y a rien de changé, son siège est toujours à Paris, son administration aussi, sa propagande continue plus que jamais.

Le Bureau Fédéral.

## BESANÇON

La grève des plâtriers peintres est à sa 11<sup>e</sup> semaine. Les grévistes tiennent bon, nous renouvelons notre appel de solidarité pour leur venir en aide. Leurs femmes et leurs enfants doivent être soutenus par nos gros sous.

Envoyer les fonds aux adresses suivantes : Juhel, trésorier fédéral, chèque postal C. C. 24-05 Paris 1<sup>er</sup>, 33, rue Grange-aux-Belles, ou à Charbonnier, 1, rue du Capitole, à Besançon (Doubs).

## NOTE DU BUREAU

Nous pensons avoir les cartes confédérales vers le 15 décembre, ainsi que les timbres fédéraux et confédéraux. Le prix en sera fixé par une circulaire adressée à tous les syndicats en temps opportun.

Nos camarades trésoriers peuvent d'ores et déjà faire leur commande au Bureau fédéral.

Nous avons aussi des livres de comptabilité, pour procès-verbaux, carnets de reçus, copie de lettres, à l'ancien tarif pour les syndicats.

Les trésoriers sont invités aussi, comme nous arrivons à fin d'année, à bien vouloir se mettre à jour avec la caisse fédérale.

Pour tous renseignements, s'adresser à Boisson, secrétaire fédéral, et Juhel, trésorier fédéral, Fédération Nationale du Bâtiment, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris (10<sup>e</sup>).

## UNE NOUVELLE ADHESION

Le Syndicat des Charpentiers en fer de Lyon vient d'adhérer au S. U. B. lyonnais, à la ville Fédération du Bâtiment, à la troisième C. G. T. et à l'Internationale du Bâtiment.

Nous saluons la rentrée de ces camarades, et nous leur témoignons toute notre sympathie.

Le Bureau Fédéral.

Vient de paraître : Dr Hubert Jean  
Les Nouveaux Traitements

des

MALADIES VENERIENNES

Leurs causes, leurs remèdes. Méthodes de guérison, d'après les dernières découvertes médicales.

Très intéressant ouvrage de vulgarisation. Un vol., 10 fr. Franco rec., 11 fr. 25. En vente à la Librairie Sociale.

## DANS LE S. U. B.

Le Syndicat unique du Bâtiment a maintenant nettement situé sa position face aux rigoles des deux C. G. T. unis idéologiquement dans leurs conceptions politiques qui les intéressent davantage que le syndicalisme qu'ils ont suffisamment démolé, pour décider les militants à faire le geste nécessaire pour lui redonner toute sa valeur et toute sa force combattive vis-à-vis du patronat et bien un, lui, dans ses groupements syndicaux.

Le temps des vaines paroles est passé, il faut maintenant lever bien haut l'étendard de la révolte par l'application de nos doctrines syndicales que nous aurons tous pour devoir de remettre en application, tant pour les réalisations immédiates que sur le terrain idéologique. L'avenir appartient au syndicalisme si ceux qui l'aiment veulent se donner la peine d'apprendre à faire connaître sa valeur révolutionnaire et l'arme formidable qu'il peut être dans les mains du prolétariat, s'il se décide à faire siennes ses méthodes d'action.

C'est la tâche à laquelle le S. U. B. va employer tous ses efforts et cela en conformité avec les décisions de son assemblée générale dernière.

Plus de tergiversations ; il nous reste à faire voir aux hésitants que nous sommes capables de remplir la tâche qui nous a été confiée. Que ceux qui, comme nous, aimons notre idée et qui ont à vivre libre dans une société débarrassée de tout ce qui nous opprime, viennent renforcer nos rangs et nous apporter par leur présence le réconfort moral qui nous est nécessaire pour mener à bien la besogne formidable que nous entreprenons.

Envers et contre tous, vive la S. U. B., vive le Syndicalisme révolutionnaire !

Faudry, Courtois, Denan.

## CHEZ LES CIMETIERS ET MAÇONS D'ART

Camarades cimentiers et maçons d'art, voici à nouveau l'hiver qui revient avec son long cortège de misère pour les travailleurs en général et principalement pour ceux du Bâtiment, pluie gelée et toutes les intempéries se liguant contre vous pour vous rendre la misère plus grande dans vos foyers, et bientôt il ne sera plus possible que vous y apportiez le nécessaire. Le chômage commence à se faire sentir. Le patronat commence à prendre sa revanche et cherche en organisant le chômage, la diminution des salaires que vous avez attachés pendant la bonne saison. Les gars du Bâtiment et des travaux publics doivent se ressaisir et se tenir prêts à répondre par tous les moyens possibles à l'arrogance patronale qui profite de la mauvaise saison pour nous affamer, nous, et nos familles. Camarades, prenez garde, et réagissez contre toutes ces manœuvres en venant grossir nos rangs, car c'est au sein de l'organisation syndicale que vous pourrez vous défendre contre les gros maîtres du ciment armé. Rester en dehors est une lâcheté, et ceux qui se refusent à faire cause commune avec leur classe, font le jeu du patronat notre ennemi, et méritent d'être traités comme tels.

Camarades cimentiers et maçons d'art, pendant qu'il est encore temps, nous vous prions : Tous au S. U. B., dans vos sections techniques où existe le vrai syndicalisme révolutionnaire.

Le Secrétaire : Denan.

Section Interlocale d'Ivry. — Réunion des camarades du Conseil, le vendredi 3 décembre 1926, à 5 heures 30, 50, rue de Seine.

Pour la Section : Giraud.

## SECTION DU CHAUFFAGE

Le chômage commence à se faire sentir dans notre corporation, et c'est maintenant nombreux que les camarades viennent nous trouver, nous demandant de leur procurer un emploi ; dommage que ces copains-là ne se soient pas souvenus que le Syndicat existait du temps où ils travaillaient fructueusement. Enfin, il faut mieux tard que jamais, et à tout péché miséricorde, comme disent les calotins, et toujours sur la brèche, la Section du Chauffage, désireuse d'aider les chômeurs, leur propose de venir nous voir et ensemble nous organiserons des petites balades sur les chantiers où après la huitième heure nous prions gentiment les trop couronnés.

## GROUPE D'ETUDES SOCIALES DE SAINT-DENIS

Aux camarades lecteurs du « Libertaire » et sympathisants de la région de Saint-Denis, Stains, Villeneuve, Epigny, le Saint-Denis, Villeneuve, la Garenne, Saint-Ouen, La Plaine, voici venir les longues soirées monotones de l'hiver, le Groupe d'Etudes Sociales de Saint-Denis, vous invite à venir tous les quinze jours passer une agréable soirée de discussions et d'études. Il espère que tous les camarades, hommes et femmes, feront bon accueil à cette invitation, en assistant nombreux et en invitant leurs amis, à la première conférence contradictoire d'actualité, sur : la Crise qui vient ; ses causes et ses conséquences, qui aura lieu, le vendredi 10 décembre, à 20 heures 45, Bourse du Travail de Saint-Denis, 4, rue Suger.

La deuxième conférence aura lieu le 24 décembre.

## Petite Correspondance

Camarade désire vendre « L'Homme et la terre », d'Elisée Reclus. Belle édition neuve, valeur 300 francs. S'adresser le samedi après-midi, au Syndicat de la Chapellerie, Bourse du Travail.

Bibliothèque à vendre ainsi que des meubles et autres objets. Ecrire à André Dury, 72, rue Amelot, Paris (11<sup>e</sup>).

Georges Le Cor. — Veuillez faire parvenir ton adresse à l'administration.

Compère Belgique. — Abonnement terminera au 10 octobre 1927.

Morianz, Paris. — Abonné jusqu'au 9 septembre 1927.

H. Meurant. — Depuis un mois, je ne reçois plus « Germinai ». Pourquoi ? A. B., à Oloron.

## Communications diverses

Comité de Défense sociale. — Mardi 7 décembre, à 20 h. 30, à la Solidarité, 15, rue de Meaux, réunion.

Ordre du jour : Campagne Sacco-Vanzetti et pour nos camarades espagnols ; une affiche ; meetings ; correspondance ; situation financière. Présence de tous les membres.

Le Bulletin du Comité de Défense sociale. — Le Bulletin du Comité reparait. Chaque trimestre il parlera des campagnes entreprises. Le Bulletin est gratuit. Chaque camarade qui le désirera en fera la demande à Pommier, 120, rue Marcadet, Paris. Il est adressé à tous les groupes et organisations et constituera le lien avec le Comité.

Ceux qui pourront joindre leur souscription à la demande apporteront leur aide aux victimes que nous défendons.

deux de cortir. C'est là un bon moyen de placer quantité de chômeurs, si vous reprenez cette suggestion. Venez nombreux au Syndicat et nous aurons la joie de procurer ainsi du travail aux chômeurs.

Nos cours techniques continuent à fonctionner et nous avons eu le plaisir d'enregistrer la dernière fois plusieurs nouvelles adhésions à nos cours qui sont suivis avec attention.

Le camarade professeur est heureux d'avoir réussi à intéresser les copains, il espère continuer la série de ses leçons en pensant qu'elles seront toujours suivies avec la même ponctualité.

Les cours auront lieu le mardi et vendredi de chaque semaine, de 20 h. 30 à 22 h., Bureau 30, 4<sup>e</sup> étage.

Je rappelle au mouchard Ledoux, contremaître chez Defauty, qu'il s'est mis dans un bien mauvais cas, il pourrait lui arriver ce qui lui est arrivé aux écoles de la rue Delambre ; de plus, je ferais le nécessaire pour connaître le vrai motif de son départ précipité de certaines maisons où il était employé. Quand l'on profite de ses fonctions de garde-chiourme pour faire foutre les vieux dehors, l'on a droit au qualificatif de galvaudeux et de fainéant.

A bon entendeur, salut !

Courtois André.

Aux plombiers-couvreurs. — Cette année, notre organisation syndicale se heurtant à la volonté de mal faire de trop de corporatons, n'a rien fait ou presque. Aussi, la situation corporative s'est aggravée.

Après avoir subi deux scissions, notre vieux syndicat, section technique du Syndicat Unique du Bâtiment depuis plus de quatre ans, marche d'un pas solide vers l'unité ouvrière.

Il faut à tout prix remonter le courant à la fois contre les patrons et contre les politiciens de tout acabit, et tous nos syndiqués seront à l'assemblée de la Section, le 7 décembre, à 18 h. 30, Bourse du Travail, ainsi que les anciens qui n'ont plus de raison possible pour bouder, ainsi que tous les sympathiques qui sentent le besoin d'un peu de cohésion.

## ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES SECTIONS TECHNIQUES SUIVANTES, BOURSE DU TRAVAIL :

Dimanche 5 décembre, à 9 h. du matin : Maçon